

Publication par la Banque de France du rapport sur la surveillance des moyens de paiement et des infrastructures des marchés financiers

La Banque de France, relayée par l'IEDOM dans les départements d'outre-mer, veille « au bon fonctionnement et à la sécurité des systèmes de paiement », « à la sécurité des systèmes de compensation, de règlement et de livraison des instruments financiers », ainsi qu'« à la sécurité des moyens de paiement scripturaux et à la pertinence des normes applicables en la matière ». Elle vient de publier le compte-rendu de ses actions en la matière sur la période 2012- 2014. Cette dernière a été marquée par le développement des transactions internet par cartes bancaires, la migration vers la norme SEPA, ou l'extension du champ de surveillance aux titres spéciaux de paiement dématérialisés (chèques cadeaux et titres restaurant notamment). Dans le cadre de cette nouvelle mission, la Banque de France a préparé un référentiel de sécurité présentant les objectifs de sécurité qui devront être atteints par les entreprises qui émettent et gèrent les titres spéciaux de paiement dématérialisés visés par l'arrêté du 17 juin 2013. La période a également été marquée par une évolution importante du cadre de surveillance des infrastructures des marchés financiers fixé par la BCE avec l'adoption en juin 2013 par le Conseil des gouverneurs des nouveaux principes CPMI/IOSCO plus exigeants que les précédents. Le premier chapitre du rapport traite des principales évolutions du cadre de surveillance de la Banque de France en matière d'infrastructures des marchés financiers et de moyens de paiement, le second chapitre traite des actions menées en matière de surveillance des infrastructures des marchés financiers et le troisième chapitre traite des actions qui concernent le domaine des moyens de paiement.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/rapport-surveillance-des-moyens-de-paiement-et-des-systemes-d-echange-2014.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,4 % en décembre 2014, en baisse par rapport au taux de 11,5 % de novembre 2014 et à celui de 11,8 % de décembre 2013. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,9 % en décembre 2014, en baisse par rapport au taux de 10,0 % de novembre 2014 et à celui de 10,6 % de décembre 2013. C'est la première fois depuis octobre 2011 que ce taux descend sous les 10,0 % dans l'UE28. Eurostat estime qu'en décembre 2014, 24,056 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,129 millions dans la zone euro. Par rapport à novembre 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 228 000 dans l'UE28 et de 157 000 dans la zone euro. Comparé à décembre 2013, le chômage a baissé de 1,710 million de personnes dans l'UE28 et de 693 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en décembre 2014 ont été enregistrés en Allemagne (4,8 %) ainsi qu'en Autriche (4,9 %), et les plus élevés en Grèce (25,8 % en octobre 2014) et en Espagne (23,7 %).

OCDE

Objectif croissance 2015

Dans son rapport annuel, l'OCDE donne une évaluation des réformes mises en place par les pays membres. Elle loue l'intensité des réformes menées en Espagne, en Grèce, en Irlande et au Portugal, mais déplore leur faiblesse voire même leur diminution « dans la plupart des pays nordiques et du cœur de la zone euro ». Concernant la France, le rapport recommande l'allègement du coût du travail, la réforme du droit du travail, le développement de la formation professionnelle, l'amélioration de la lutte contre l'échec scolaire et la levée de certains freins à la concurrence.

<http://www.oecd.org/fr/economie/reformes-economiques-objectif-croissance.htm>

Microfinance

La microfinance dans les Outre-mer

Un projet d'avis consacré à la « Microfinance dans les Outre-mer » a été présenté le 10 février à l'Assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental (CESE). Parmi les propositions on trouve l'extension du suivi statistique de la microfinance par la Banque de France à l'ensemble des territoires ultramarins, en partenariat avec l'IEDOM et l'IEOM.

www.lecese.fr/sites/default/files/communiqués/CP%20-%20Avis%20Microfinance%20dans%20les%20OM.pdf

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-149 du 10 février 2015 relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030223097&categorieLien=id>

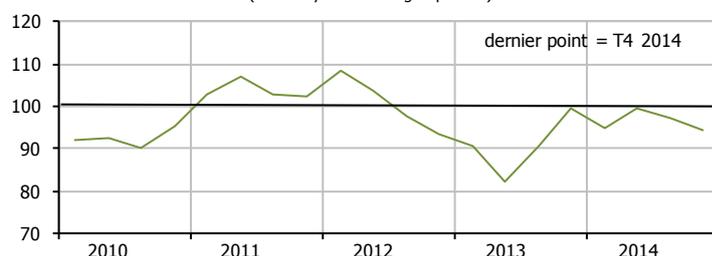
SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Nouvelle baisse de l'ICA

L'indicateur du climat des affaires (ICA) continue de diminuer (-3,1 points) au quatrième trimestre 2014. Cette baisse, plus prononcée qu'au trimestre précédent, écarte davantage l'ICA de sa moyenne de longue période. À 94,3 points, l'ICA retrouve son niveau du premier trimestre 2014.

Cette évolution s'explique par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise, tant sur le trimestre passé que sur celui à venir. En particulier, le solde d'opinion relatif à la trésorerie du trimestre passé ainsi que ceux relatifs aux prix et aux délais de paiements du prochain trimestre ont fortement contribué à la baisse de l'indicateur.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

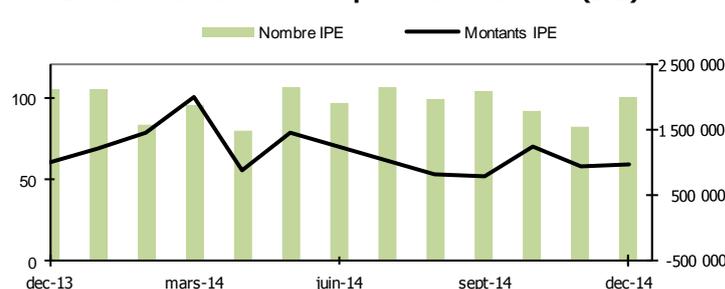
Vulnérabilité des agents économiques en Guadeloupe et Îles du Nord

À fin décembre 2014, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire s'établit à 19 890 en Guadeloupe et Îles du Nord. Il affiche une baisse de 1,9 % par rapport au mois précédent et enregistre une baisse de 2,9 % en glissement annuel. Le nombre de retraits de cartes bancaires s'élève à 328, soit une diminution de 15,5 % par rapport au mois précédent et de 30,2 % sur un an. En cumul sur l'année 2014, 6 026 cartes ont été retirées de la circulation, un nombre en baisse de 8,2 % par rapport à l'année 2013. Au mois de décembre 2014, 26 dossiers de surendettement ont été déposés. En cumul sur l'année 2014, 305 dossiers ont été déposés, soit une hausse de 6,3 % par rapport à l'année 2013.

Parallèlement, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire s'élève à 3 064 à fin décembre 2014. Il enregistre une faible baisse par rapport au mois précédent (-1,0 %) et une légère hausse par rapport à fin décembre 2013 (+1,6 %).

Sur le mois de décembre 2014, 101 incidents de paiements ont été répertoriés pour un montant déclaré de 981 736 €. Le nombre d'incidents de paiements enregistrent une forte hausse (+23,2 %) par rapport au mois précédent, tandis que les montants déclarés affichent une hausse moins prononcée (+5,1 %).

Évolution des incidents de paiements sur effets (IPE)



Source : IEDOM

Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier la note « Premières tendances » relative au 4^e trimestre 2014. Cette note est téléchargeable librement sur le site <http://www.iedom.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

20^e conférence des Régions ultrapériphériques (RUP)

Du 2 au 7 février 2015, la Région Guadeloupe a accueilli la 20^e conférence des Régions ultrapériphériques (RUP). Les principaux thèmes abordés étaient l'emploi, la nécessaire prise en compte de la spécificité des RUP, l'agriculture et la pêche. Afin de lutter contre le chômage, les 9 présidents des RUP ont acté la création du réseau emploi RUP, destiné à favoriser l'échange d'idées et le développement de politiques communes. Les présidents des RUP ont également réaffirmé la nécessité d'adapter l'application du droit de l'Union européenne aux RUP, ces dernières étant en concurrence avec des États voisins qui ne sont pas soumis aux mêmes règles économiques et sociales que celles appliquées en Europe. En ce qui concerne l'agriculture, les présidents des RUP ont rappelé leurs incertitudes face à la fin des quotas sucriers prévus pour la fin 2017. Enfin, ils ont demandé à l'Union européenne de valoriser le potentiel de la pêche des RUP pour en faire un véritable secteur économique pourvoyeur d'emploi.

Début de la campagne sucrière

La récolte de canne devrait débuter le 23 février en Guadeloupe continentale et le 26 février à Marie Galante. Les dates de lancement de la campagne sucrière 2015 ont été arrêtées le 10 février par l'Interprofession de la filière canne, réunie en Comité de liaison. Le volume prévisionnel de cannes à couper est en hausse par rapport à 2014. Il est de 618 000 tonnes pour la Guadeloupe continentale (+8 % par rapport à 2014) et de 119 000 tonnes pour Marie-Galante (+12 % par rapport en 2014). Les Négociations annuelles obligatoires (NAO), qui avaient débuté le 23 janvier 2015 entre les représentants des ouvriers et les responsables des sucreries et des distilleries, se poursuivent. Les représentants des ouvriers exigent notamment une revalorisation des salaires, des primes de transports et des tickets restaurants.

Poursuite de la baisse des carburants routiers

Au 1^{er} février 2015, le super sans-plomb a subi une baisse de 5 cts/litre par rapport au mois de janvier pour s'établir à 1,32 €/litre. Le gazole a lui diminué de 7 cts/litre pour s'établir à 1,19 €/litre. Le décret n° 2013-1314 du 27 décembre 2013 prévoit que les prix des produits pétroliers et du gaz soient révisés chaque mois en fonction de l'évolution des cours pétroliers et de la parité monétaire euro/dollar constatées lors du mois précédent. Selon la Préfecture, la baisse des carburants routiers est toujours liée au déséquilibre entre l'offre, nourrie notamment par la production de brut aux États-Unis, et la demande. La dépréciation de 5 % de l'euro au cours du mois de janvier (1 € valait 1,176 USD contre 1,239 USD en décembre 2014) atténue légèrement l'effet de la baisse des cours des matières premières.

Lancement du recensement de la population

Organisé par l'Insee, le recensement de la population a été lancé le 15 janvier 2015. 4 communes de moins de 10 000 habitants et 14 communes de plus de 10 habitants seront concernées par le recensement. Tous les habitants de Terre-de-Haut, Terre-de-Bas, Petit-Canal et Trois-Rivières, communes de moins de 10 000 habitants, seront recensés. Dans les communes de plus de 10 000 habitants, seuls 8 % des habitants seront recensés. Au 1^{er} janvier 2013, la population de Guadeloupe (hors Îles du Nord) s'élève à 405 739 habitants et selon les projections de l'Insee, la population devrait rester stable à l'horizon 2040.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Saint-Barthélemy : projet de réforme de la Collectivité adopté au Sénat

Le 29 janvier 2015, le projet de réforme de la Collectivité proposé par Michel Magras a été adopté au Sénat. Dans ce projet, la Collectivité affiche son souhait d'être compétente en matière de délivrance de cartes et titres de navigation des bateaux allant jusqu'à 7 mètres afin de simplifier leur procédure d'immatriculation. Elle affiche également sa volonté de raccourcir le processus d'adoption de sanctions pénales, en spécifiant le délai, à 3 mois, que dispose le gouvernement pour se prononcer sur la ratification des sanctions. Saint-Barthélemy souhaite également devenir compétente en matière de réglementation du nombre de véhicules terrestres à moteur loués sur l'île, afin notamment d'en diminuer le nombre. D'autres mesures sont prévues dans le projet de réforme, certaines portant sur le fonctionnement des instances de la Collectivité (fonctions du Conseil exécutif, du Conseil territorial, du Conseil économique social et culturel et du Président de la Collectivité). Enfin, certaines dispositions n'ont pas été adoptées par le Sénat, dont celle relative à doter Saint-Barthélemy de son propre régime de prévoyance sociale. Le projet de réforme adopté au Sénat devra maintenant être discuté à l'Assemblée nationale.

Saint-Martin : lancement de la troisième phase d'extension du port de Galisbay

Fin janvier 2015, la troisième phase d'extension du port de Galisbay a été lancée. L'extension du port de commerce de Saint-Martin a pour objectif de développer l'activité portuaire en faisant passer la capacité d'accueil de 10 000 EVP (Equivalent Vingt Pieds : unité de mesure de conteneur) à 200 000 EVP. Le tirant d'eau maximum des bateaux passera notamment de 6,50 mètres à 12 mètres. Le développement de l'activité portuaire devrait consolider la vingtaine d'entreprises installées sur le port de commerce. Les travaux, qui devront durer deux ans, seront financés par les fonds européens. En 2014, 1,4 millions € financés à 50 % par le FEDER avaient été consacrés à la réfection du terre-plein et du quai annexe destiné au trafic inter-îles.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE				Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation	Guadeloupe	Décembre 2014	130,1	0,8 %	0,6 %
	(base 100 en 1998)	France entière		127,7	0,1 %	0,1 %
Demandeurs d'emploi (Source : Deccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)		Décembre 2014	61 940	0,4 %	2,2 %
	(données CVS)					
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros)		Décembre 2014	202,4	-	-25,5 %
	Importations (en cumul - millions d'euros)			2 549,3	-	-7,2 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées		janvier 2015	385	-3,0 %	-10,5 %
	(hors auto-entreprises)		Cumul annuel	385	-	0,0 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire		Janvier 2015	19 340	-2,8 %	-2,5 %
	Retraits de cartes bancaires (Flux)			456	39,0 %	-28,1 %

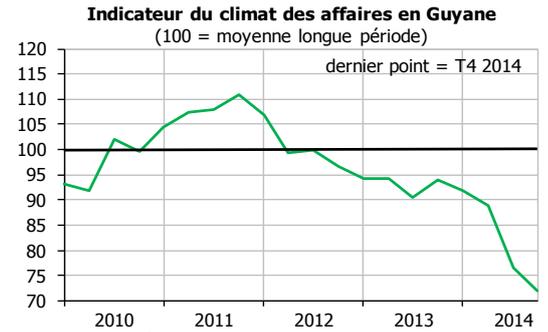
INDICATEURS SECTORIELS				Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Décembre 2014	179 521	36,6 %	-0,4 %
			Cumul annuel	1 958 488	-	-0,2 %
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Décembre 2014	257 321	-5,5 %	-11,5 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)			94 622	82,1 %	7,8 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Janvier 2015	1 357	-43,5 %	0,2 %
			Cumul annuel	1 357	-	0,2 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Janvier 2015	15 128	7,5 %	-16,1 %
			Cumul annuel	15 128	-	-16,1 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Premières tendances »



La dégradation de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au quatrième trimestre (-4,8 points). A 71,9 points, il reste en deçà de sa moyenne de longue période (-28,1 points). Cette évolution s'explique principalement par la détérioration des prévisions liées à l'activité, la trésorerie et aux délais de paiement pour le prochain trimestre.



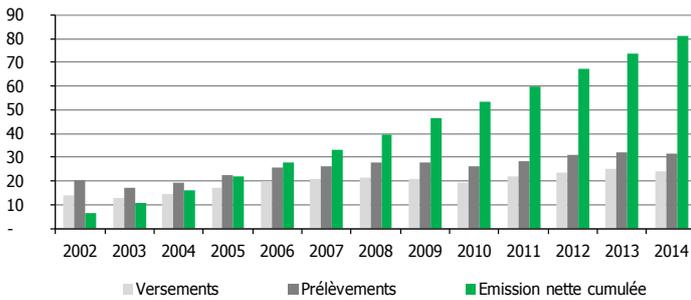
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

La publication « Premières tendances » fournit une première estimation de l'indice du climat des affaires. Cet indice, calculé trimestriellement par l'Iedom à l'aide d'un sondage auprès des entreprises de la place, offre divers indicateurs sur la santé des entreprises guyanaises. La publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : www.iedom.fr/Guyane.

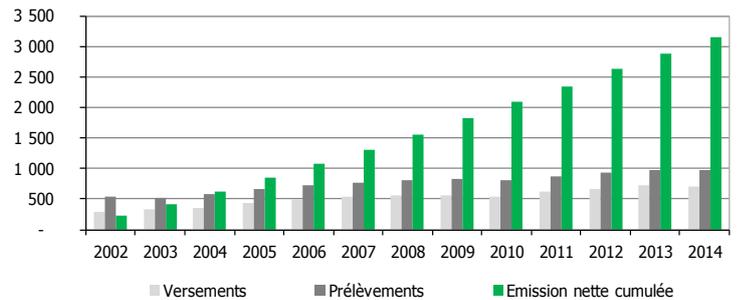
Emission monétaire

L'Iedom, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les billets qui ont cours légal dans la zone euro. Au 31 décembre 2014, le cumul des émissions nettes¹ de billets atteint 3,15 milliards d'euros, correspondant à un volume de 80,8 millions de coupures. L'émission nette cumulée, toujours soutenue, augmente toutefois moins fortement qu'en 2013 pour atteindre sur un an 9,6 % en volume, et 9,3 % en valeur, contre un taux de croissance annuel moyen de 18,4 % en valeur depuis l'introduction de l'euro en 2002.

Evolution de l'émission nette de billets en volume (en millions de coupures)



Evolution de l'émission nette de billets en valeur (en millions d'€)



Source : Iedom

Les émissions nettes de billets concernent principalement les coupures de 20 € et de 50 € (respectivement 45,4 % et 24,7 % des billets en circulation dans le département). En volume, la part de la coupure de 50 € augmente de 1,2 point, et celle des coupures de 5 €, 10 €, 20 € et 100 € diminue respectivement de 0,2 point, 0,1 point, 0,5 point et 0,4 point sur un an, alors que la part des coupures de 500 € et 200 € reste stable, soit respectivement 0,3 % et 0,5 % des émissions nettes en volume. Le mode de fonctionnement des distributeurs automatiques de billets du département, chargés majoritairement en coupures de 20 € et 50 €, peut expliquer la part plus importante de ces billets dans le département.

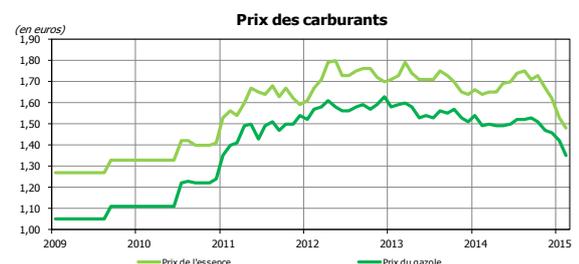
Sur l'année 2014, 31 millions de billets euros ont été mis en circulation (prélèvements), soit 2,1 % de moins qu'en 2013. En parallèle, 24,2 millions de billets ont été retirés du circuit (versements), soit une baisse de 4,3 % sur un an. Les flux nets de l'exercice 2014, composés essentiellement de coupures de 20 € (40,6 %) et de 50 € (36,9 %), restent soutenus pour atteindre 269 millions d'euros en valeur pour un volume de 7,1 millions de coupures. Les coupures de thésaurisation (100, 200 et 500 €) représentent comme en 2014, 9,9 % des émissions nettes en volume de l'année. Néanmoins, la valeur moyenne du billet en circulation en Guyane diminue légèrement à 39,03 € contre 39,15 € l'année précédente.

En 2014, le taux de retour² de l'ensemble des coupures s'établissait à 77,3 %, soit un recul de 1,7 points par rapport à l'année précédente. On note que la hausse des retours des coupures de 500 € se poursuit (81,0 % contre 74,5 % et 14,5 % respectivement en 2013 et 2012).

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} février 2015, le prix de vente au détail des carburants à 1,48 €/litre pour l'essence (-5 centimes) et 1,35 €/litre pour le gazole (-7 centimes). Le prix de la bouteille de gaz s'établit à 20,26 € contre 20,23 € en janvier, soit une hausse de 3 centimes.



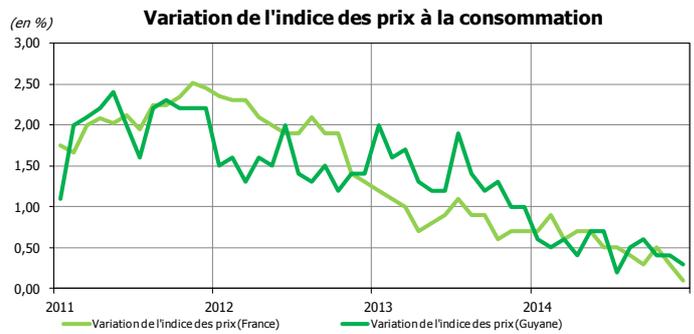
Source : Préfecture

¹ Les émissions nettes sont la différence entre les billets (ou pièces) émis(es) par l'Iedom (prélèvements) et les billets (ou pièces) retiré(s) de la circulation (versements). L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré alimentation comprise.

² Le taux de retour (ou de reversement) est le rapport entre le nombre de billets ou de pièces versés aux guichets et le nombre de billets ou de pièces prélevés.

Prix à la consommation

En décembre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) repart à la hausse (+0,1 %) après avoir stagné lors des deux mois précédents. Cette tendance s'explique par une augmentation des prix des services (+0,9 %) et des produits manufacturés (+0,3 %) atténuée par le recul du prix de l'alimentation (-1,1 %). Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,3 % principalement en raison de la hausse des prix des services (+0,6 %) et des produits manufacturés (+0,3 %). D'un niveau supérieur à celui constaté pour la France entière (+0,1 %) et La Réunion (-0,5 %), l'inflation en Guyane reste en dessous des valeurs observées à la Guadeloupe (+0,6 %), à la Martinique (+0,7 %) et à Mayotte (+0,7 %).



Spatial

Le 11 février 2015, Vega a lancé avec succès, depuis le Centre spatial guyanais, l'Intermédiaire eXperimental Vehicle (IXV). Il s'agissait du quatrième succès du lanceur depuis son premier lancement en 2012 et du premier vol de l'année 2015. Largué à une altitude d'environ 340 km, ce démonstrateur de rentrée atmosphérique a été conçu par Thales Alenia Space pour le compte de l'Agence spatiale européenne (ESA). Après avoir entamé sa rentrée dans l'atmosphère, ce vaisseau a pu amerrir dans le Pacifique à une vitesse de 27 000 km/h. Cette mission a pour objectif de tester les technologies liées au retour sur Terre de véhicules spatiaux, et ainsi définir la capacité des européens à transporter des astronautes ou de ramener des échantillons de planète ou d'astéroïdes sur Terre. L'analyse des données de vol est en cours par l'Agence spatiale européenne et permettra d'apprécier l'évolution de ce véhicule pendant sa traversée dans l'atmosphère.

Visite ministérielle

La ministre des Outre-mer, Mme George Pau-Langevin, était en déplacement en Guyane le 6 février pour une visite de 24 heures. Elle a pu rencontrer dans un premier temps les acteurs publics et privés afin de discuter avec eux des nombreux problèmes que connaissent les entreprises par rapport à la gestion du registre de commerce et des sociétés (RCS), le positionnement des très petites entreprises dans les appels d'offre publics, ainsi que les craintes soulevées par l'intégration de la Guyane au Marché Unique des Antilles. En outre, elle s'est rendue dans les communes de Maripasoula et Camopi afin de faire le point sur les politiques mises en œuvre dans les communes de l'intérieur mais également identifier les points d'amélioration tels que les infrastructures, la formation des jeunes...

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois		Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
	↑	↓						
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Déc-14 Févr-15	127,9 1,48	[0,1%] -[3,3%]	[0,3 %] -[9,8%]	Insee Préfecture/Dieccte
		↓	Prix administré du litre d'essence					
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Déc-14	22 333	-[0,4%]	[5,3%]	Pôle emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Déc-14	8 197	-[0,2%]	[4,3%]	Pôle Emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Janv-15	18 036	[3,8%]	[6,3%]	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	Janv-15 Cumul	11,3 M€ 11,3 M€	[17,0%]	[15,7%]	Caf
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	CONSUMMATION	↑	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Déc-14 Cumul	16,3 M€ 173,9 M€	29,0%	6,8%	Douanes
		↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Janv-15 Cumul	271 271	-1,3%	-4,0%	Somafi
		↓	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Déc-14 Cumul	36,7 M€ 428,3 M€	-1,1%	-9,6%	Douanes
		↑	Ventes de véhicules utilitaires	Janv-15 Cumul	152 152	46,1%	74,7%	Somafi
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations (3)	Déc-14 Cumul	12,2 M€ 176,2 M€	16,8%	-82,7%	Douanes
		↑	Importations (3)	Déc-14 Cumul	121,7 M€ 1 445,3 M€	9,0%	8,9%	Douanes
			Tirs effectués	Cumul à Janv-15	0 tir		0 tir à Janv-14	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à Janv-15	0 satellite		0 satellite	
INDICATEURS SECTORIELS	BTP	↓	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Janv-15 Cumul	5 442 tonnes 5 442 tonnes	-1,0%	-12,1%	Ciments guyanais
		↑	Exportations d'or en volume (3)	Déc-14 Cumul	149 kilos 1 332 kilos	23,9%	42,3%	Douanes
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en valeur (3)	Déc-14 Cumul	4,7 M€ 39,3 M€	39,8%	57,3%	Douanes
		↑	Cours de l'once d'or	Janv-15	1 250,59 \$	[4,1%]	[0,5%]	London Bullion Market Assoc./AFD
INDICATEURS SECTORIELS	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (3)	Déc-14 Cumul	15 tonnes 417 tonnes	-38,5%	-39,8%	Douanes
		↑	Exportations de poissons (3)	Déc-14 Cumul	88 tonnes 1 275 tonnes	104,7%	-52,0%	Douanes
		↓	Exportations de riz (2) (3)	Déc-14 Cumul	0 tonne 14 tonnes	n.s	n.s	Douanes
TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Nov-14 Cumul	33 744 407 263	-3,7%	1,8%	CCIRG	

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

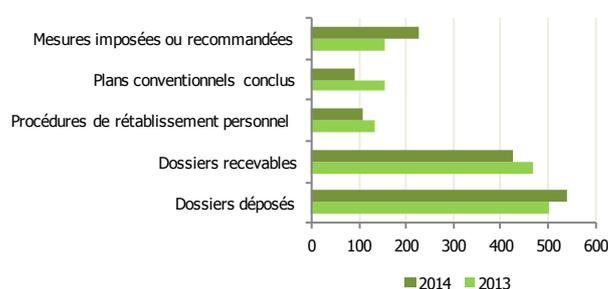
ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Surendettement : rebond des dépôts de dossiers

Après une légère contraction en 2013, le nombre de dépôts de dossiers de surendettement repart à la hausse en 2014. Il s'établit à 539, soit 1,4 dossier pour 1 000 habitants. 426 dossiers ont été jugés recevables, soit -8,8 % sur un an. Le taux d'irrecevabilité est en recul à 8,2 % (-2,9 points). A noter que depuis la mise en place du dispositif, 6 204 dossiers ont été déposés auprès du Secrétariat de la commission de surendettement de la Martinique.

Les mesures imposées ou recommandées progressent (+46,8 %), en lien avec la possibilité depuis 2014 d'appliquer des mesures imposées ou recommandées immédiates, sans passer par l'étape préalable du plan conventionnel. Les plans conclus sont en recul (-42,7 %), ainsi que les orientations vers la procédure de rétablissement personnel (-20,6 %).

Traitement des dossiers de surendettement (en nombre)

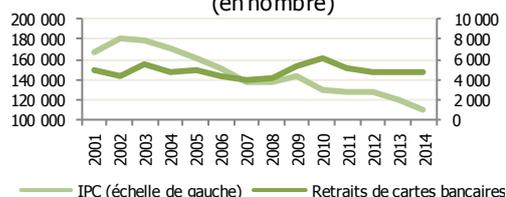


Source : IEDOM

Vulnérabilité des agents économiques : poursuite de l'amélioration en 2014

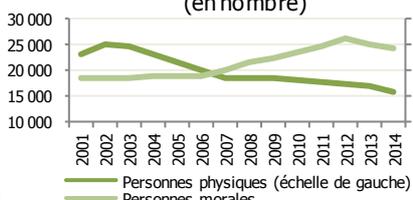
Les indicateurs témoignent d'une moindre vulnérabilité des agents économiques en 2014. Les retraits de cartes bancaires sont en léger repli (-0,7 % à 4 669) et les incidents de paiement sur chèques en baisse significative (-8,0 %, à 110 217). Les interdictions bancaires des particuliers (15 774) et des personnes morales (2 412), ainsi que les incidents de paiement sur effets (1 007) sont en repli respectif de 6,4 %, 3,9 % et 26,6 %.

Incidents de paiement sur chèques et retraits de cartes bancaires (en nombre)



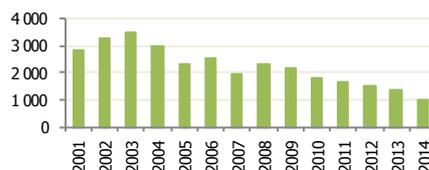
Source : IEDOM

Personnes physiques et morales en interdiction bancaire (en nombre)



Source : IEDOM

Incidents de paiement sur effets (en nombre)



Source : IEDOM

Publication : parution d'une note sur le tourisme à la Martinique

L'IEDOM Martinique a publié une note présentant la place du tourisme dans l'économie, disponible sur [le site de l'IEDOM](#).

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Aquaculture : évolutions contrastées

Après avoir connu une baisse significative en 2013, en lien notamment avec un retard de croissance des juvéniles, la production aquacole martiniquaise est bien orientée à la hausse en 2014 (à 67 tonnes). Pour autant, elle se situe en dessous du potentiel de production aquacole estimé à plus de 300 tonnes. La filière doit faire face à des difficultés structurelles liées au manque d'organisation mais aussi environnementales (sargasses, cyclones, etc.). L'évolution favorable de la production aquacole observée en 2014 résulte principalement de la croissance de la production aquacole d'origine marine (progression de presque 70 % de la production d'ombrine ocellée) qui représente presque 90 % de l'ensemble de la production aquacole martiniquaise.

Chikungunya : fin de l'épidémie à la Martinique

Au cours de la première semaine de janvier 2015, le nombre de cas évocateurs de Chikungunya vus en consultation par les médecins généralistes s'élevait à 179. D'après l'ensemble des indicateurs de surveillance épidémiologique, la tendance est à la diminution. Les membres du Comité d'Experts des Maladies Infectieuses et Emergentes réunis le 6 janvier 2015 ont considéré que la situation épidémiologique correspondait à la phase 4, c'est-à-dire la fin de l'épidémie. Selon l'enquête réalisée par l'Agence Régionale de Santé en juillet 2014, environ 140 000 personnes vivant en Martinique ont été touchées par l'épidémie, soit plus d'un quart de la population.

Sur-rémunération : proposition de refondation du dispositif par la Cour des comptes

Dans son rapport public annuel 2015, la Cour des comptes met en exergue les compléments de rémunération des fonctionnaires d'Etat outre-mer. La Cour observe qu'« au fil des années, le cadre juridique des « sur-rémunérations » est devenu de plus en plus complexe, tandis que, dans le même temps, ses justifications ont perdu pour partie de leur pertinence. Compte tenu de son poids budgétaire pour l'Etat et de ses conséquences sur les finances des collectivités territoriales ultramarines, une refonte du système s'avère aujourd'hui souhaitable ». La charge budgétaire de ces sur-rémunérations s'élevait à 1,2 milliard d'euros en 2012 pour 91 000 fonctionnaires civils d'Etat.

Compléments de rémunération des fonctionnaires civils d'Etat dans les Outre-mer

Territoire	Majoration en vigueur	Différentiel de coût de la vie 2010	Dépense 2012 (M €)
Guadeloupe	40 %	8,3 %	157,8
Guyane	40 %	13,0 %	100
Martinique	40 %	9,7 %	144
La Réunion	53,63 %	6,2 %	349,2
Nouvelle-Calédonie	73 à 94 %	34 %	133,7
Polynésie française	84 à 106 %	25,9 %	152,6
Total			1 037,3

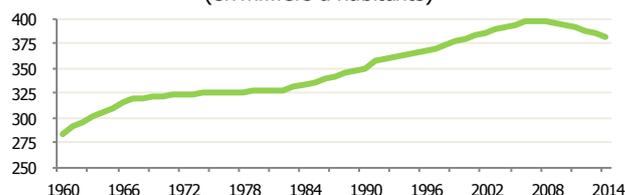
Source : Cour des comptes, à partir des données INSEE pour les prix et montants figurants au DPT 2014 pour les montants servis

Démographie : baisse et vieillissement de la population

L'Insee a publié en décembre 2014 les données relatives au recensement de la population à la Martinique. Au 1^{er} janvier 2012, 388 364 personnes habitent en Martinique, soit une baisse de 9 366 habitants par rapport à 2007 (-2,4 %). En comparaison, malgré un ralentissement de la croissance, les populations de Guyane et de Guadeloupe progressent sur la même période, respectivement de 12,5 % et de 0,7 %, pour atteindre 239 648 et 404 314 habitants. Au 1^{er} janvier 2014, la population martiniquaise est estimée à 381 326 habitants confirmant sa trajectoire décroissante.

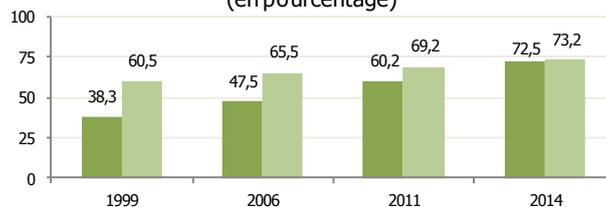
Entre 2007 et 2012, la population martiniquaise a diminué au rythme annuel de -0,5 %. Le solde naturel continue de peser positivement sur la croissance (+0,6 %), mais ne suffit plus pour compenser le poids du solde migratoire fortement négatif (-1,0 %). Par ailleurs, le déficit en jeunes adultes s'accroît, accélérant le vieillissement de la population. L'indice de vieillissement, rapport de la population des 65 ans et plus sur la population de moins de 20 ans, est ainsi passé de 38,3 % en 1999 à 72,5 % en 2014 (alors qu'il est passé de 60,5 % à 73,2 % sur la même période au niveau national).

Evolution de la population
(en milliers d'habitants)



Source : INSEE

Indice de vieillissement de la population
(en pourcentage)



Source : DRESS, INSEE

■ Martinique ■ France entière

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Coopération : 60^e sommet de l'OECO et 20^e conférence des Présidents des RUP

Le 60^e sommet de l'Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECO) s'est déroulé du 4 au 5 février à la Martinique. À cette occasion, un accord a été signé entre les chefs de gouvernement de l'OECO et le gouvernement français, officialisant le statut de membre associé de la Martinique à l'organisation. Le champ d'application de l'accord relève des compétences du Conseil régional.

Par ailleurs, la 20^e conférence des Présidents des Régions Ultrapériphériques (RUP) s'est tenue en Guadeloupe du 5 au 6 février. La conférence s'est achevée par une [déclaration commune des présidents des RUP](#), qui demandent notamment le maintien des aides structurelles (11 milliards d'euros entre 2007 et 2013 pour l'ensemble des RUP) et le renforcement de la lutte contre le chômage.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- décembre 2014	130,9	+0,2 %	+0,7 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- décembre 2014	43 971	-1,7 %	-1,4 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- décembre 2014	22 850	+1,8 %	+0,2 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- octobre 2014	42 021	+3,0 %	+4,8 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- novembre 2014	221,9	+4,4 %	-7,5 %
	Hors produits pétroliers	- novembre 2014	149,0	-20,7 %	-7,2 %
	Exportations (millions d'euros)	- novembre 2014	45,9	-10,1 %	-8,8 %
	Hors produits pétroliers	- novembre 2014	14,7	-15,9 %	+16,5 %
	Taux de couverture mensuel	- novembre 2014	20,7 %		- 6,5 pts
	Hors produits pétroliers	- novembre 2014	9,9 %		+1,1 pt
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- décembre 2014	67,7	+42,9 %	-8,8 %
		- cumul annuel	581,1		+3,0 %
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- janvier 2015	15 963	+1,2 %	-6,1 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- janvier 2015	2 404	-0,3 %	-4,8 %

INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- décembre 2014	146 001	+39,7 %	-2,8 %
		- cumul annuel	1 624 500		+0,0 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- janvier 2015	51 839	+26,2 %	+27,3 %
		- cumul annuel	51 839		+27,3 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- décembre 2014	13 344	+2,9 %	+5,3 %
		- cumul annuel	182 265		+6,5 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- janvier 2015	913	-60,0 %	+13,8 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- janvier 2015	171	-31,9 %	-5,0 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		1 084		+10,4 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

L'essoufflement du climat des affaires se confirme au 4^e trimestre 2014

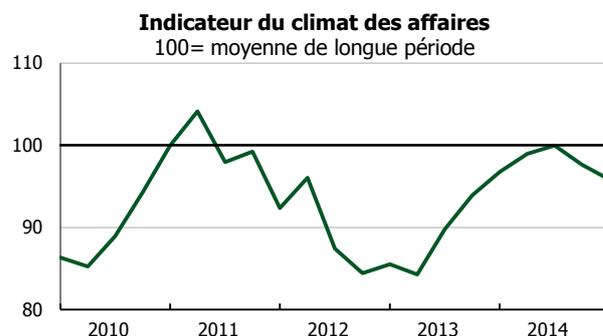
Au quatrième trimestre 2014, l'indicateur du climat des affaires (ICA) baisse de nouveau (-1,8 point), mais à un rythme moindre qu'au trimestre précédent (-2,3 points). Il s'établit désormais à 95,8 points, en dessous de sa moyenne de longue période mais loin de ses points bas de 2009. L'indice est ainsi revenu à son niveau de fin 2013.

Cette évolution confirme l'inflexion du trimestre précédent (première baisse après cinq trimestres de hausse) et donne à penser que l'embellie du contexte économique s'essouffle, après un probable excès d'optimisme.

La baisse de l'ICA est imputable aux trois quarts à la composante passée, ce qui est conforme aux anticipations du trimestre précédent.

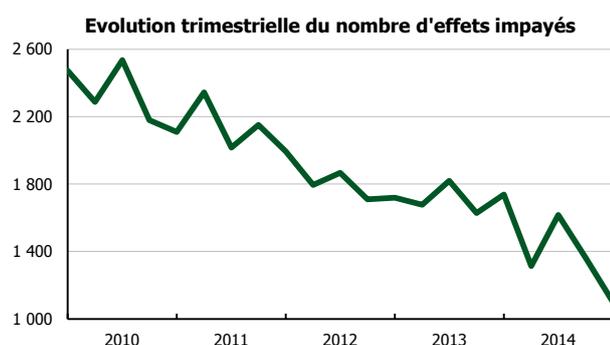
Le repli modéré de la composante future sur le trimestre (-0,9 point après -6,4 points au troisième trimestre) laisse néanmoins espérer une stabilisation en cours d'année.

Les « premières tendances » au 4^e trimestre 2013 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Nouvelle baisse du nombre d'effets de commerce impayés en 2014

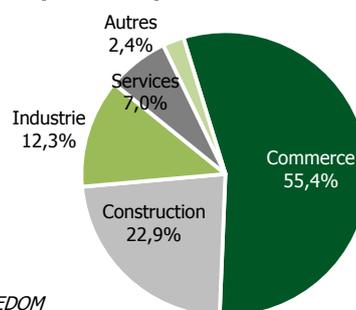


Source : IEDOM

En 2014, près de 6 000 effets de commerce impayés ont été enregistrés, soit une diminution de 13,2 % sur un an. La contraction observée ces cinq dernières années s'explique pour l'essentiel par une moindre utilisation des effets de commerce.

Cette baisse du nombre d'impayés conjuguée à celle du montant moyen (-4,6 %) engendre un recul du montant total de 8,1 %, pour s'établir à 30,2 millions d'euros.

Répartition des montants des incidents de paiement par activité en 2014



Source : IEDOM

La répartition par activité évolue peu ces trois dernières années. Avec 15,2 millions d'euros, le secteur du commerce concentre toujours plus de la moitié de la totalité des incidents déclarés. Viennent ensuite le secteur de la construction, avec 22,9 % des montants impayés, l'industrie (12,3 %), et les services, où les montants d'impayés ont été divisés par deux.

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Décembre 2014	129,9	+0,1 %	-0,5 %
	IPC France entière		127,7	-0,1 %	+0,1 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Décembre 2014	27 708	-2,5 %	+3,4 %
	Cumul (milliers d'euros)		304 829	-	+6,7 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Décembre 2014	407,8	+3,0 %	+5,6 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Déc.	4 672,4	-	+4,8 %
	Exportations (millions d'euros)	Décembre 2014	38,8	+35,5 %	+24,6 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Déc.	284,4	-	-4,0 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Décembre 2014	134 250	-0,5 %	+0,9 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Décembre 2014	207 437	+24,1 %	-0,8 %
	Cumul	cumul Déc.	2 062 033	-	+0,0 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	3 ^e trimestre 2014	174 000	+2,7 %	-8,1 %
	Cumul	cumul Sept.	525 700	-	-8,5 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Novembre 2014	21 370	-	-9,5 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Novembre 2014	266,1	-	-16,9 %
	Effectifs salariés du BTP	Décembre 2014	15 474	-2,0 %	+0,7 %

Hausse des créations d'entreprises au 4^e trimestre 2014

Les créations d'entreprises augmentent de 10,2 % (données CVS-CJO¹) au quatrième trimestre 2014. Cette hausse provient d'une reprise des créations hors auto-entreprises (+18,0 %). Le nombre de créations augmente particulièrement dans le « commerce, transports, hébergement et restauration » (+22,8 %). A l'inverse, les demandes d'immatriculation sous le statut d'auto-entrepreneur baissent sensiblement de 13,4 %, après un regain au 3^e trimestre.

Sur l'ensemble de l'année, La Réunion compte moins de 6 400 entreprises nouvelles, en retrait de 1,7 % par rapport à 2013. La baisse s'explique principalement par la chute des immatriculations sous le régime de l'auto-entrepreneur, comme en 2013. Hors auto-entreprises, la création progresse de 6 %. En France entière, le nombre de nouvelles entreprises s'inscrit hausse de 2,3 %, après une baisse de 2,1 % en 2013.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).



¹ Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
Source : Insee - Sirene

Analyse des évolutions de prix autour du passage des cyclones sur La Réunion

La Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) de La Réunion a publié une analyse sur l'évolution de prix autour du passage de cyclones, à travers les données de prix collectées sur le marché de gros de Saint-Pierre (prix à la production), en grandes surfaces et sur les marchés forains (prix au détail). L'étude examine plus spécifiquement l'impact du passage de Bézisa, en début d'année 2014. Elle montre que légumes, type brèdes ou salades disparaissent presque immédiatement des étals, suivis des autres légumes. Le prix des marchandises progresse rapidement. Par exemple, les prix de la salade batavia et du chou chou s'accroissent respectivement de 300 % et 243 % en quelques jours. Ces cours élevés incitent certains vendeurs à mettre en marché leur marchandise stockée, tandis que les consommateurs ont déjà fait des réserves en prévision de la pénurie. Cet excès d'offre face à une demande moindre engendre rapidement une pression à la baisse des prix, qui se stabilisent près d'un mois après Bézisa.

L'étude est disponible sur le [site de l'Agreste Réunion](#).

Un couple sur trois est bi-actif

Au delà de 15 ans, la moitié des Réunionnais déclarent vivre en couple. Plus jeunes et avec plus d'enfants à charge, ils sont pourtant moins souvent en emploi que les couples métropolitains. Ainsi, seulement un tiers des couples sont composés de deux personnes qui travaillent. La part des bi-actifs progresse néanmoins depuis 2006 avec la hausse de l'activité des femmes, mais reste très faible dans les communes isolées. Lorsqu'un seul des conjoints travaille (35 % des couples), l'autre recherche un emploi dans un cas sur deux. Enfin, dans un couple sur trois, aucun des deux conjoints ne travaille.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes de billets

En janvier 2015, les émissions nettes de billets ont diminué de 2,4 millions d'euros, après une augmentation de 24,9 millions le mois précédent, et s'établissent à 826,6 millions d'euros. Le nombre de billets émis en janvier (15,0 millions) est constitué à 72,3 % par la coupure de 50 € (qui représente 65,6 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La diminution de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc appréciée de 44 centimes pour s'établir à 55,1 € au 31 janvier 2015.

Émissions nettes cumulées de billets



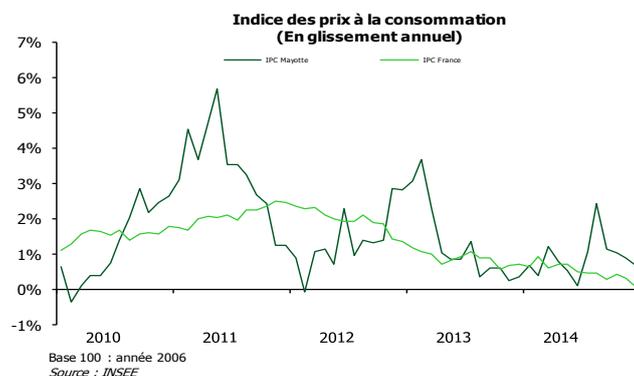
Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Légère augmentation des prix en décembre

Après la diminution enregistrée en novembre, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,1 % en décembre. Cette évolution est due à l'accroissement conjugué des prix des produits alimentaires (+0,4 %), des services (+0,2 %) et des produits manufacturés (+0,1 %). En revanche, les prix de l'énergie enregistrent une réduction de 1,2 %.

En glissement annuel, l'IPC progresse de 0,7 %, influencé par la croissance des prix des produits alimentaires (+2,7 %) et des services (+2,2 %), tandis que les prix de l'énergie et des produits manufacturés reculent, respectivement, de 3,0 % et 1,7 %.



Matinale sur la fiscalité directe des entreprises

La Chambre de commerce et de l'industrie (CCI) a organisé vendredi 23 janvier une matinale d'informations sur les nouvelles taxations auxquelles doivent faire face les entreprises. En effet, depuis 2014, la fiscalité locale s'articule autour de quatre taxes : la taxe d'habitation, la taxe foncière sur le bâti, la taxe foncière sur le non bâti et la Contribution économique territoriale (CET), imputable aux entreprises, qui remplace la taxe professionnelle.

La CET est plafonnée à 3,0 % de la valeur ajoutée produite par l'entreprise et se compose de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et de la Cotisation foncière des entreprises (CFE). La CVAE ne concerne que les entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 500 000 euros. La CFE est calculée à partir de la valeur locative cadastrale de l'entreprise à laquelle est appliqué un taux communal. Des exonérations et abattements sont prévus pour certaines entreprises : les jeunes entreprises innovantes sont entièrement affranchies de la CET comme les artisans qui n'emploient aucun salarié. De même, pour les entreprises installées en zone franche d'activité, une exemption totale de la CET est prévue en 2015 avant d'être appliquée de manière progressive jusqu'en 2017 (90,0 % en 2016 et 80,0 % en 2017). Pour les créations d'entreprise, une diminution de 50,0 % de la CVAE est mise en place la première année. En outre, les artisans employant moins de trois salariés bénéficient également d'une réduction (75,0 % pour un salarié, 50,0 % pour deux et 25,0 % pour trois).

Par ailleurs, deux taxes annexes ont été prévues pour le financement des chambres consulaires. En outre, une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux a été créée. Elle concerne les secteurs de la téléphonie, des télécoms, d'électricité, de gaz et des hydrocarbures. Les entreprises d'assainissement et des eaux en sont exonérées totalement. Enfin, une taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) est appliquée pour les entreprises de commerce de détail dont le chiffre d'affaire dépasse 460 000 euros.

Réouverture du registre du commerce

Fermé depuis novembre 2013, le Registre du commerce et des sociétés (RCS) a rouvert ses portes le 12 janvier et accueille désormais le public les lundis et mercredis matin. Le RCS délivre les extraits Kbis, documents qui attestent de l'existence juridique d'une entreprise et renseignent sur l'identité et l'adresse de la personne physique ou morale, son activité, sa date de création, ses organes de direction et d'administration, ainsi que l'existence ou non d'une procédure collective. Toute personne peut obtenir gratuitement un extrait Kbis d'une entreprise mais les coûts des formalités d'inscription au RCS – immatriculation, modification, dépôt d'actes – dépendent du statut juridique de l'entité.

Participation de Mayotte au salon de la plongée sous-marine

Le Comité départemental du tourisme de Mayotte (CDTM) ainsi que six clubs de plongée ont participé à la 17^e édition du salon de la plongée sous-marine organisée à Paris du 9 au 12 janvier. Avec son lagon qui abrite plus de 750 espèces de poissons, 300 variétés de coraux et 22 espèces de mammifères marins, Mayotte aspire à se positionner comme une nouvelle destination de tourisme maritime et sous-marin.

Inaugurations d'infrastructures sociale et scolaire

Lundi 26 janvier a été inaugurée l'extension du collège de Doujani. Neuf salles de classes supplémentaires ont été créées ainsi qu'un nouveau plateau sportif. L'ensemble a coûté 2,8 millions d'euros et répond à des techniques de construction en dur rapides et respectueuses des normes environnementales. Composé désormais de 73 classes pour 1 915 élèves, le collège de Doujani devient le plus grand établissement de ce type à Mayotte.

En outre, mercredi 28 janvier a été inauguré le nouvel Etablissement de placement éducatif (EPE) à Tsoundzou 2. Prévu pour douze places, contre sept dans le précédent, ce nouveau centre accueillera des mineurs délinquants placés par les services de la protection judiciaire à la jeunesse. Une équipe d'éducateurs spécialisés et de psychologues encadre le dispositif. L'agrandissement de la capacité d'accueil de l'EPE est une réponse à la faiblesse des structures de placement pour les jeunes récidivistes sur l'île.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		déc-14	118,2	0,1%	0,7%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		nov.-14	10 015	1,9%	16,5%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-14	36 772	-6,9%	-34,9%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-14	352 332	-	26,8%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-14	1 274	124,1%	466,9%
		cumulées	sept.-14	5 656	-	24,9%
	Taux de couverture	mensuel	sept.-14	3,46%	2,03 pt	3,07 pt
		cumulé	sept.-14	1,61%	0,22 pt	-0,02 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	déc.-14	614	63,7%	21,1%
		cumulés	déc.-14	5 601	-	19,8%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	déc.-14	29 589	54,7%	7,7%
		cumulés	déc.-14	301 226	-	3,2%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	déc.-14	19,5	-24,5%	-24,6%
		cumulés	déc.-14	342,7	-	-1,9%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	2 448	286552,2%	-74,7%
		cumulées	sept.-14	56 902	-	-3,8%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		sept.-14	40 349	0,3%	1,8%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	sept.-14	203 314	-	2,8%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	sept.-14	10 500	9,0%	12,1%
		cumulée	sept.-14	89 804	-	4,3%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	sept.-14	267	-22,8%	8,1%
		cumulées	sept.-14	1 981	-	14,0%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuelles	sept.-14	930	17,6%	6,8%
		cumulées	sept.-14	7 065	-	5,9%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	sept.-14	1,4	-25,1%	-
		cumulées	sept.-14	9,9	-	-84,3%
	- en milliers euros	mensuelles	sept.-14	14,2	-25,3%	-
		cumulées	sept.-14	105,1	-	-78,3%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d' avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011 . Les informations mensuelles ne sont plus disponibles .

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	0,30%	10/09/2014
	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/15)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,00%	1,00%	1,50%	2,00%	0,75%

* hors prime d'Etat

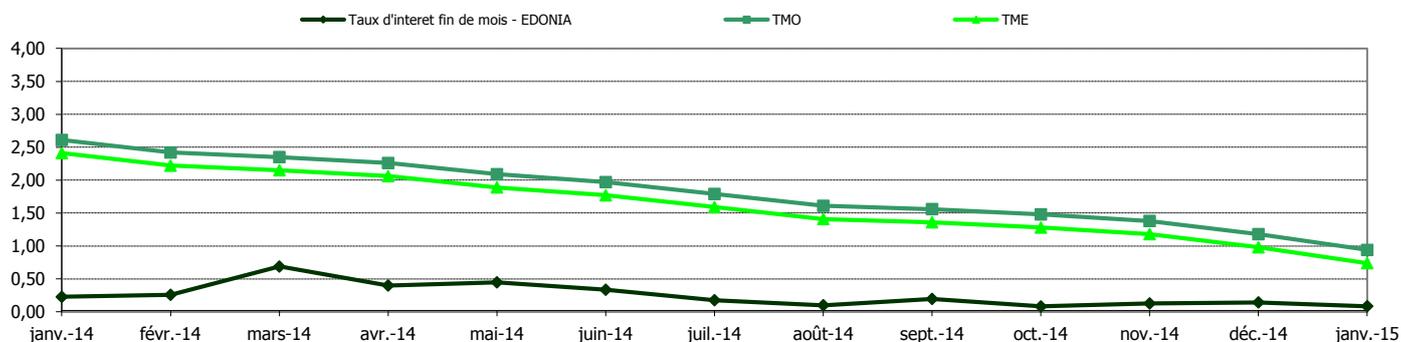
Taux d'interet fin de mois - EDONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0820%	0,1280%	0,1440%	0,0860%	0,0100%	0,0540%	0,1320%	0,2700%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
1,28%	1,18%	0,98%	0,74%	1,48%	1,38%	1,18%	0,94%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} janvier 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,57%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,65%
Prêts à taux variable	4,15%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,35%
Prêts-relais	4,92%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,25%
Autres prêts		Découverts en compte	13,27%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,25%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,87%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,37%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,21%	Découverts en compte	13,27%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

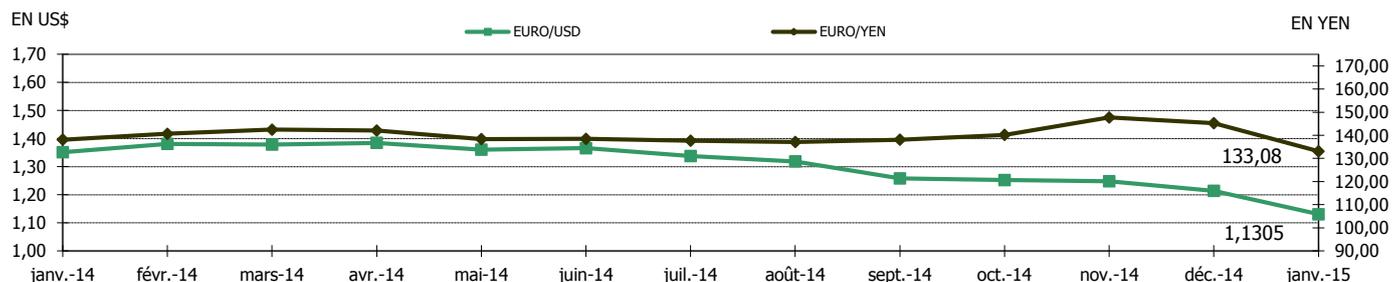
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,1305	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,1028	EURO/SRD (Surinam)	3,7266
EURO/JPY (Japon)	133,0800	EURO/BWP (Botswana)	10,8792	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,0214
EURO/CAD (Canada)	1,4323	EURO/SCR (Seychelles)	15,5068	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,5003
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7511	EURO/MUR (Maurice)	36,8815	EURO/BBD (La Barbade)	2,2586
EURO/SGD (Singapour)	1,5292	EURO/BRL (Brésil)	3,0114	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,1494
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,7636	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,1054	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3171,7606	EURO/XCD (Dominique)	3,0493	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé en février 2015 - Dépôt légal : Février 2015 - ISSN 1284-4438